

Pour publication immédiate

Conférence de l'ONU sur la corruption : L'absence d'accord sur une question cruciale est un retard retentissant pour la lutte contre la corruption

Nusa Dua, 1er février 2008 – A l'occasion de la conférence internationale contre la corruption à Bali, Transparency International (TI) et une large coalition de la société civile contre la corruption ont qualifié de retard retentissant l'échec de la communauté internationale pour parvenir à un accord sur l'évaluation indépendante des progrès accomplis par les pays dans la mise en œuvre des dispositions de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC).

Ce désaccord signifie que les étapes concrètes seront décidées seulement lors de la prochaine Conférence sur la CNUCC à la fin 2009, soit six ans après l'adoption de cet instrument. Des groupes de la société civile craignent un essoufflement de l'élan en faveur de la CNUCC qui pourrait ne plus figurer comme priorité à l'ordre du jour de l'agenda politique international. Ils ont qualifié cet échec de déception pour les milliards de victimes de la corruption censés être représentés par les délégations nationales à cette conférence de l'ONU.

Pour Christiaan Poortman, Directeur des Programmes mondiaux de Transparency International « sans un programme strict de suivi, la convention de l'ONU ne pourra devenir un instrument efficace dans la lutte mondiale contre la corruption. Et face à la pressante nécessité d'agir et aux conséquences subis par les plus démunis de la planète, les dirigeants du monde ne peuvent pas se permettre de croiser les bras ».

Pendant la conférence, les propositions des différents blocs divergeaient considérablement sur la question de la forme que devait prendre le programme de révision, la transparence du processus et la participation de la société civile. Après une semaine d'âpres négociations, les délégués des pays ont lutté pendant toute la soirée du dernier jour de la conférence pour parvenir à arracher un consensus. Les positions contradictoires quant aux rôles de la société civile ont provoqué des discussions jusque tard dans la nuit. Mais lors de la clôture de la conférence, cette question n'avait toujours pas été résolue.

Malgré donc une semaine de négociations, le résultat à Bali n'a pas rempli les promesses de la première conférence en Jordanie. Cette dernière avait explicitement reconnu que le mécanisme d'évaluation est d'une « importance primordiale » et qu'il était « urgent » de l'instaurer. Il est donc vital que l'ONU et les gouvernements conviennent d'un programme d'engagement et d'un calendrier d'ici la prochaine conférence dans deux ans, afin de ne pas laisser échapper une autre occasion.

Certes, les résultats sont loin d'être ceux qu'espéraient les groupes de la société civile, mais il convient de noter quelques points positifs. Les délégués ont beaucoup insisté sur le recouvrement d'avoirs, un point clef pour beaucoup de pays en voie de développement, comme l'Indonésie, le Nigeria et le Pérou, contraints de subir des régimes cleptocrates.

L'accord sur l'extension du programme d'autoévaluation et le projet pilote d'une évaluation par les pairs représentent certes des progrès modestes mais constructifs envers l'élaboration d'une approche de l'évaluation plus cohérente. Le succès de tous les chapitres de la CNUCC dépend de la vigueur du programme de suivi.

La société civile a insisté pour une plus grande protection de ceux qui émettent des critiques, en soulignant les difficultés auxquelles les dénonciateurs des actes de corruption, les activistes, les syndicalistes et les journalistes d'investigation doivent faire face lorsqu'ils critiquent ouvertement la corruption. Nombre de représentants de la société civile qui ont participé à la conférence ont exposé dans leurs témoignages les mesures de harcèlement, d'intimidation et de représailles dont ils ont fait l'objet.

Kirsty Drew d'UNICORN (Réseau syndical contre la corruption) et coordinatrice de la coalition de la société civile, a estimé que « le succès de la lutte contre la corruption dépend à la base des voix et des commentateurs indépendants ». Pour elle, « nous poursuivrons notre participation pour mettre en œuvre cette convention et, sans nous départir de notre droit à critiquer, nous sommes prêts à jouer notre rôle de partenariat constructif dans ce processus et de médiation entre les citoyens, les travailleurs, les populations locales, les gouvernements et le secteur privé. »

Lilian Ekeanyanwu, présidente de la *Zero Corruption Coalition* (Coalition Zéro Corruption) du Nigeria et membre de Transparency International-Nigeria, a fait part de sa déception: « Beaucoup d'entre nous, venant des pays pour qui il s'agit d'une question de vie ou de mort, allons rentrer après avoir entendu peu d'autres choses que des beaux discours. Il est difficile d'exagérer le rôle de la lutte contre la corruption comme garantie d'une meilleure qualité de vie et d'une croissance économique équitable. C'est pour cette raison que nous sommes venus de très loin pour participer à cette conférence ».

###

Pour plus d'information sur les questions prioritaires comme le recouvrement d'avoirs, l'assistance technique, le rôle du secteur privé et les implications régionales, voir:

<http://www.transparency.org/content/download/29372/445965>

Note aux rédacteurs :

Transparency International (TI) est l'organisation de la société civile à la tête de la lutte contre la corruption.

www.transparency.org

La Coalition de la société civile des amis de la CNUCC, formée au début de 2006, a pour but de promouvoir la ratification, la mise en œuvre et le suivi de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC). Plus de 50 organisations de la société civile, au niveau national et mondial, sont déjà membres de la Coalition. Cette dernière comprend notamment: Transparency International (TI), UNICORN, Oxfam, Article 19, Global Witness, le Conseil international pour l'étude des droits humains, l'Institut des études de sécurité. www.uncaccoalition.org

Contacts médias :

(À Bali)

Jesse Garcia, Transparency International

jgarcia@transparency.org

Portable: +49 162 419 6454

+62 817 979 3818

(À Berlin)

Gypsy Guillén Kaiser

ggkaiser@transparency.org

Tél. : +49 30 343820662